

Pour ne pas conclure. Pascal Fugier

Citer ce document : Fugier, P. (2023). Pour ne pas conclure. Le travail de rue : une présence dans les non-lieux. Journée d'étude sur *le travail de rue : de l'invisibilité à la présence*, organisée par L'ETSUP, en partenariat avec l'université Paris Lumières. Paris. Mardi 17 janvier 2023.

Je peux relever pour introduire mon propos l'existence d'un contexte politique qui participe à l'invisibilisation du travail de rue - des travailleurs/éducateurs de rue. Joëlle Bordet l'a abordé, concernant l'impact de la présence (voire l'omniprésence ?) dans la rue d'autres institutions/professions que la prévention spécialisée. Avec une présence de professionnels qui sont au service de l'ordre public et qui invisibilisent les professionnels de la prévention spécialisée.

Et pourtant le travail/travailleur de rue est bien là. On pourrait dire qu'il est là, sans être là, ou à la fois là et pas là, à la fois dedans et dehors. Ce qui nous renvoie à la liminalité, à laquelle s'est référée Ahmed Nordine Touil pour présenter la rue comme espace liminal, comme passerelle. En investissant cet espace liminal, on peut effectivement avancer que l'éducateur de rue flotte dans les interstices de l'espace social.

Une présence qui s'opère à travers une grande diversité de méthodes, d'outils, de bricolage qui peinent aussi à se visibilité. Parmi les intervenants, J. Bordet a évoqué son implication dans des espaces de rencontres avec des jeunes à travers l'aménagement de certains dispositifs et méthodes (les ateliers de la pensée critique, comme espaces de controverses, pour renforcer les capacités de jugements critiques des jeunes). Je peux évoquer de mon côté toute la créativité méthodologique des éducateurs de rue, notamment pour visibilité à la fois leurs pratiques et les publics qu'ils accompagnent. Je pense par exemple à un bus aménagé en salon ambulant par une équipe d'éducateurs de rue. Mais on peut aussi se référer à l'inventivité des travailleurs de rue pour investir le terrain virtuel des réseaux sociaux (comptes snap, aller sur les jeux vidéos...), non sans risque de devenir "vraiment invisible" et de ne parvenir à maintenir certains espaces d'accompagnement (comme les espaces de confrontation).

Le travail de rue mérite aussi d'être appréhendée comme une force en présence. Une force dans sa capacité notamment à faire face à des expériences et récits sidérants des personnes dans la rue, en tant qu'ils portent une forte charge émotionnelle qui peuvent laisser sans mot, et donc exercer des effets de sidération que la psychologue sociale Giust-Desprairies décrit comme une « *sorte de paralysie de la pensée* ». On pourrait même parler de double sidération en tant que les travailleurs de rue sont aussi amenés à être présent auprès de personnes qui sont en état de sidération et ont vécu des expériences sidérantes. J. Bordet évoquait ce matin la sidération qu'a pu générer le covid, générant des mécanismes de défense de déni (le sujet essayant de se convaincre que le covid est une *fake news*). Il me semble que la sidération a

pris de multiples visages durant ces dernières années covidésque (cauchemardesque aurait été un euphémisme). Ainsi, ce qui a aussi pu être vécu comme sidérant, ce qui a notamment pu laisser sans voix beaucoup de jeunes, y compris ceux auxquels s'adressent les éducateurs de rue, c'est le sentiment violent de ne pouvoir penser, discuter, questionner les différents aspects, différentes mesures prises dans le cadre de la gestion politique de cette crise sanitaire. Cet interdit de penser peut constituer une expérience d'« écrasement du sujet » qu'évoquait ce matin Ahmed Nordine Touil, et constituer une sorte de prophétie auto-réalisatrice car la violence de l'interdit de penser va précisément exercer un effet de sidération et laisser sans mot.

A été évoqué à de nombreuses reprises l'importance du lieu, du territoire, comme espace dans lequel vient s'ancrer une mémoire collective, intergénérationnelle, et qui permet d'"habiter" cet espace et pas seulement de l'occuper. Les éducateurs de rue sont très sensibles à cette dimension symbolique du territoire, que David Paud a illustré à travers les propos de jeunes très attachés à l'histoire en héritage d'un lieu, une butte, détruite pour laisser place à une salle polyvalente.

Parmi les références, on retrouve l'ethnologie des non-lieux de Marc Augé. A la différence des lieux dans lesquels on "habite", dans lesquels on est ancré, socialement et psychiquement, les non-lieux ne constituent que des espaces de transit, de passage. De loin, et pour la plupart des citoyens, la rue, de même que les halls de gare, ne sont que des lieux de passage, des lieux de transit, de passage, entre travail, domicile et consommation. Mais pour les personnes dans la rue, ce ne sont pas des non-lieux. Ce que ne peut entendre les pouvoirs publics qui portent un soin à ce que ces lieux publics soient des non-lieux (on ne peut s'y poser, par exemple on retire les bancs, chaises ; on interdit toute forme de nuisance, notamment sonore, il ne faudrait pas déranger le flux des travailleurs et des consommateurs qui ne font que passer). La rue, le hall de gare est pourtant ce lieu auquel peuvent être très attachés les jeunes en errance, en itinérance, dont l'identité est en transit. Précisément parce que ces lieux parviennent à les ancrer quelque part.

Mais la réalité est toujours complexe. Grâce au récit et au savoir d'expérience de Marie-José, qu'on peut mettre en écho avec l'expérience des habitant.e.s du Bois de Vincennes, on a pu se rendre compte à quel point l'expérience de la rue est une expérience éprouvante, et si des personnes à la rue peuvent investir des espaces publics pour y "habiter", l'expérience peut s'avérer bien plus rude pour d'autres, à commencer par les femmes. Marie-José a évoqué avec force cette impossibilité de se relever, qui peut durer des années. Et c'est là où le geste, le regard, le sourire, la parole d'un éducateur de rue (ou d'un chauffeur de bus), qui de l'extérieur peut sembler être ce "presque rien" et bien "fait tout" et peut aider à se relever. On voit ici toute l'importance des associations de quartier dans lesquelles on croise du monde, on croise des regards... Donc à nouveau revient cette question du non-lieu, comme simple espace de transit dans lequel il n'y a pas d'échanges, de regard, de lien, et du lieu que peut notamment constituer l'espace associatif et incarner l'espace d'échange entre le jeune et l'éducateur de rue.

Grâce au récit et au savoir de Marie-José, on a aussi pu voir toute la force du symbolique pour sortir de la rue, quand on est amené à porter une cause qui nous dépasse, et qu'on va investir

une fonction de porte-parole, avec la mission de parler des personnes invisibles à la rue aux « *gens de l'extérieur* », de leur parler de cette expérience de la rue que malheureusement certains quittent en perdant la vie ou en se donnant la mort.

Il a été dit qu'on ne peut consigner toutes les pratiques du travail de rue : impossible à calculer, quantifier, prévoir, prescrire (à l'aune de recommandations de bonnes pratiques...). Ce qui ne veut pas dire que le travail de rue comme activité ne peut être transcrit, écrit, montré et même démontré, à partir des nombreuses traces qu'il laisse derrière lui. Si le travail de rue est un art, c'est un art opératoire, qui s'opère par une diversité de gestes professionnels qui rassemblent de "petits rien" qui font tout.

L'intervention de David Grand nous a permis de relever toute la diversité des formes/types d'analyse des pratiques auxquels peuvent participer des éducateurs de rue. Une diversité de cadres théoriques (psychanalyse, approche systématique, psychologie sociale, sociologie clinique, compréhensive, analyse institutionnelle...) mais aussi de cadres méthodologique (ne se résumant pas à un espace de paroles, car pouvant y trouver une place du papier, de l'écriture par exemple, des pratiques ethnographiques, pour ma part je propose aussi comme supports la réalisation de dessins, du photolangage et des mises en situation inspirées par le théâtre forum). Une diversité des dispositifs d'analyse de pratiques qui peut participer à la mise en visibilité du travail réel et du vécu des travailleurs de rue, là où certaines dimensions peuvent rester "hors champ" quand on mobilise pendant des années un seul et même type d'analyse des pratiques.

Grace aux interventions de Camille Montie, Sana Kerrabi et Pascal Peiger, on a pu accéder à une partie de ce travail réel que ne cesse de réinventer l'éducateur de rue, et dont il a été rappelé l'importance qu'en soit laissé des traces, des écrits (encore faut-il qu'on n'enferme pas cet écriture du travail réel de l'éducateur de rue dans des normes qui mettent en échec les professionnels, quand on les contraint de parler et d'écrire sur leurs pratiques dans la norme d'un langage gestionnaire, qui n'admet comme réel que le chiffre, l'indicateur, le référentiel). A aussi été rappelé l'importance, et même l'urgence que le travail de rue soit davantage visible dans l'espace institué des centres de formation, trop focalisé sur d'autres secteurs d'intervention.

En guise d'ouverture, de résonance, je souhaite dire un mot sur une épreuve à laquelle doivent faire face les éducateurs de rue et que m'a permis d'éprouver une éducatrice de rue, dans le cadre de sa formation et dont j'ai eu l'honneur d'être un de ses formateurs. Grâce à elle, j'ai pu saisir combien ces professionnels peuvent être mis à l'épreuve par l'espace-temps du travail de rue et les conflits de temporalité, conflits de préoccupations, d'urgences dans lesquels ils peuvent être pris et peiné à se dégager. Pris dans les tensions, les contradictions entre l'urgence du jeune (qui exprime avant tout des besoins de liens, de relations, d'amour), l'urgence du professionnel qui l'accompagne (préoccupé par exemple à mettre en œuvre avec lui une démarche administrative) et l'urgence de la société (et ses injonctions à ce que tout jeune ait un travail, un logement...).

Par l'analyse réflexive de sa pratique, j'ai pu me rendre compte à quel point des travailleurs de rue sont mis à l'épreuve par l'anomie, l'apesanteur des jeunes en errance (qui n'ont pas de passé, de futur, mais errent dans le présent, pour qui ce qui a été dit, échangé depuis un an ne s'est passé qu'hier). Des jeunes en errance qui parfois ignorent les temporalités sociales (de l'accompagnement, des institutions, de la société). Faute d'ancrer leur quotidien dans une temporalité instituée, leur temps n'est pas investi comme une catégorie de perception, de structuration, de mise en ordre de leur quotidien, de soi ; c'est alors l'espace qui peut devenir/faire institution, où on y retrouve des repères, des lieux repères, des figures repères... Le temps de l'accompagnement des jeunes en errance peut alors être vécu comme un temps qui fuit, qui glisse, un temps liquide, non institué, à la différence des relations d'accompagnement qui peuvent être mis en œuvre dans d'autres secteurs de l'intervention sociale (par exemple en protection de l'enfance, avec présence d'un contrat, des jeunes et professionnels mandatés).

On peut donc évoquer le temps incertain de l'intervention de l'éducateur de rue : ça peut durer deux semaines, 6 mois, un an, trois ans... Avec l'incertitude du maintien du lien : ils viennent, ils partent, ils reviennent, ils reportent, parfois ne reviennent pas ; un temps vécu par le travailleur de rue comme à la fois rapide (les jours défilent) et extrêmement lent (éternel recommencement, éternel retour du même, des journées qui se répètent...)

On peut alors appréhender la présence du travailleur de rue, les moments de discussions, scènes, rites, rituels qui peuvent s'instituer entre le jeune à la rue et l'éducateur de rue comme ce qui vient mettre en échec l'anomie, organiser, structurer, rythmer son quotidien.

Mais avec le risque aussi que des professionnels, par effet miroir, par transivisme, tombent à leur tour dans l'anomie, la peur du vide, dont ils se défendent en tâchant de remplir comme ils peuvent leur journée, à l'ordonner, lui donner un sens, un horizon. Risque d'anomie des travailleurs de rue quand, au sein du service auquel ils sont rattachés, ils sont renvoyés à leur propre gestion de leur temporalité.

Au final, si sortir de la rue est une rude épreuve, on peut aussi avancer que rester éducateur de rue est une rude épreuve. J'ai évoqué le risque de tomber dans l'anomie, par effet de miroir avec les personnes accompagnés. On peut ajouter aussi le risque de désenchantement, le risque de succomber au sentiment d'inutilité, quand on ne parvient plus à résister aux entreprises de stigmatisation, de discrédit dont ils sont l'objet (quand l'autre, autrui, leur renvoie qu'ils ne font rien, qu'ils ne servent rien). L'enjeu du travail de rue est donc notamment un enjeu identitaire, qui nécessite de s'armer et de lutter pour maintenir, défendre et obtenir la reconnaissance par l'autre d'une "identité pour soi", qui ne transige pas avec les atteintes stigmatisantes portées à cette identité par certains "autres", qu'il s'agisse d'un semblable (un alter ego, un collègue, un ami, un voisin) ou d'une "figure de l'Autre" (porte-parole d'une institution).